

Accord départemental
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS
DE CULTURES ET ÉLEVAGES CUMA ET ETA
(Landes)
(15 octobre 2009)**

(Etendu par arrêté du 17 mai 2010,
Journal officiel du 28 mai 2010)

AVENANT N° 1 DU 9 JANVIER 2013

NOR : AGRS1397075M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Landes ;

La fédération des syndicats agricoles CGA-MODEF des Landes ;

La fédération départementale des CUMA des Landes ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires des Landes,

D'une part, et

La FNAF CGT, section agriculture ;

Le SGA CFDT des Landes ;

La FGTA CGT-FO, section agriculture ;

La CFTC-Agri des Landes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Hausse des cotisations

Le tableau de l'article 7 de l'accord intitulé « Cotisations », et les alinéas intitulés « Incapacité temporaire » et « Incapacité permanente » sont abrogés et remplacés par le tableau et le texte ci-après :

(En pourcentage.)

	TAUX de cotisation	PART patronale	PART salariale
Incapacité temporaire			
Maintien du salaire en application de l'article L. 1226-1 du code du travail (loi de mensualisation)	0,76	0,76	–
Assurance des charges sociales patronales	0,35	0,35	–

	TAUX de cotisation	PART patronale	PART salariale
Incapacité temporaire de travail (part conventionnelle en complément de la mensualisation)	0,66		0,66
Incapacité permanente			
Incapacité permanente d'origine professionnelle AT et MP avec incapacité > 2/3	0,06	0,06	–
Incapacité permanente suite maladie et accident vie privée, catégories 2 et 3	0,54	–	0,54
Décès	0,36	0,25	0,11
Total	2,73	1,42	1,31

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire et permanente, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,20 % du salaire brut des salariés couverts en incapacité.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié.

Cette cotisation sera prélevée à compter de la date d'effet de l'avenant n° 1 de l'accord du 15 octobre 2009, et elle sera étalée sur 3 ans, soit 0,07 % les deux premières années et 0,06 % la troisième et dernière année.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

Incapacité temporaire

Les employeurs prennent uniquement à leur charge la part obligatoire légale (loi de mensualisation) de la garantie incapacité temporaire, soit 0,76 % ; la part conventionnelle de cette garantie en complément de la mensualisation étant intégralement financée par les salariés au taux de 0,66 %.

Les employeurs versent également une cotisation de 0,35 % exclusivement à leur charge et destinée au financement de l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur.

Incapacité permanente

Les employeurs participent uniquement à la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP au taux de 0,06 %. Les salariés prennent totalement à leur charge la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée catégories 2 et 3 au taux de 0,54 %.

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre Agri-Prévoyance et la MSA.

Les cotisations salariales sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique « prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires.

Article 2

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet au premier jour du mois suivant la date de parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Mont-de Marsan, le 9 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)